

**LA VIE ECONOMIQUE**

- [François Hollande voit dans la hausse du chômage une... "décélération"](#)
- [Sapin confirme le flop des contrats de génération](#)
- [Le CICE remplacé par une baisse de charges en 2015 ?](#)
- [Fioraso lance un plan pour aider les étudiants à monter leur entreprise](#)
- [L'OFCE table sur une croissance française supérieure à 1 % en 2014](#)
- [La Banque de France table sur une croissance de 0,4 % du PIB au 4ème trimestre](#)
- [Les maires attaquent Bercy sur les emprunts toxiques](#)
- [Les salaires ont très peu progressé en France en 2011 à 2 130 euros en moyenne](#)
- [Ayrault annonce la "suspension" de l'écotaxe](#)
- [Plus de 900 000 auto-entrepreneurs en France](#)
- [Pôle emploi va \(enfin\) savoir automatiquement quand les chômeurs retrouvent un travail](#)
- [France : Bruxelles ne croit pas aux 3 % de déficit public en 2015](#)
- [Le déficit de l'Etat français atteint 80 milliards fin septembre](#)
- [Le Sénat rejette la réforme des retraites à l'unanimité](#)
- [Plus de 15 milliards d'économies par an à partir de 2015, annonce Cazeneuve](#)
- [Crédit Lyonnais : l'Etat emprunte pour solder la note](#)
- [L'agence S&P abaisse d'un cran la note de la France](#)

**COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE**

- [Sécurité sociale : le gouvernement serre la vis](#)
- [Le générique, toujours mal aimé en France](#)
- [Tiers payant généralisé obligatoire : une enquête en ligne confirme la nette hostilité des médecins](#)
- [Révélation sur le prix des médicaments français](#)

**LA VIE DES ENTREPRISES**

- [Montebourg : PSA "restera une entreprise française"](#)
- [En déficit depuis 6 ans, l'épicerie de luxe Hédiard dépose le bilan](#)
- [Vente des magazines Lagardère : déjà 20 propositions](#)
- [La Banque de France va recruter 200 personnes](#)
- [Le Crédit Immobilier de France met la clé sous la porte](#)

**LA VIE DES DEPARTEMENTS**

- [Essonne : Alcatel-Lucent supprimera plus de 500 postes dans l'Essonne](#)

**OPINIONS/VIE POLITIQUE**

- [Marion Cochard, économiste. Chômage des jeunes : "Un risque de génération perdue"](#)

**TEXTES LEGISLATIFS ET****REGLEMENTAIRES/RAPPORTS DIVERS**

- [4,6 milliards d'euros de fraudes détectées en 2012](#)
- [Rapport Pêcheur : Toutes les préconisations du rapport sur la fonction publique](#)

**Qu'est-ce que Le.Crible ?**

**Le.Crible** se propose de trier, dans l'actualité économique, politique, législative et réglementaire, toute information utile, directe et indirecte, en relation avec le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale.

Outre le suivi de l'actualité, on trouvera dans **Le.Crible** les projets de textes en débat. Le but étant de pouvoir se forger une opinion en se fondant sur ces projets, sur les commentaires qu'ils suscitent dans toute leur diversité, dans la presse écrite, télévisée, les journaux en ligne, etc. Une bibliographie sera également proposée, qui signalera les différentes sorties de livres, là aussi dans un large éventail, sans esprit partisan.

Chaque sujet est systématiquement accompagné d'un lien Internet vers l'article source. Si ce lien est un plus, les sujets sont cependant rédigés de façon à pouvoir être lus sans que le lecteur soit obligé de se référer à la source.

L'équipe de rédaction étant de taille modeste, la couverture de l'actualité ne sera pas exhaustive. Et la formule sera peaufinée au fil des parutions et des réactions des lecteurs qui se manifesteront auprès du mail suivant :

[eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

## LA VIE ECONOMIQUE

### ● François Hollande voit dans la hausse du chômage une... "décélération"

Après la baisse du mois d'août, due en fait à une erreur – des inscrits n'avaient pas été contactés pour réactualiser leur situation – le nombre des demandeurs d'emploi sans activité a augmenté de 60 000 en septembre, atteignant un nouveau record (3,29 millions). Le gouvernement maintient toujours sa volonté d'inverser la courbe du chômage d'ici fin 2013. Il en fait une question de « *crédibilité* ». Pour **M. Hollande**, il y a « *une évidente décélération* » [du chômage en France en août et septembre] : « *Sur les deux mois d'août et de septembre, le nombre de chômeurs augmente au total de 10 000, c'est encore trop, mais il y a une évidente décélération par rapport à ce que nous constatons [il y a] un an où le chômage augmentait de 30 à 40 000 par mois. [...] L'inversion de la courbe du chômage, nous n'y sommes pas encore. [...] Le bilan ne pourra être fait qu'en janvier 2014, quand les chiffres de décembre seront connus. Je fais tout pour que cet objectif soit atteint et les derniers chiffres, si on les regarde avec objectivité, nous montrent que nous sommes sur le chemin. [Aussi puissants soient-ils,] les emplois d'avenir, contrats de génération, emplois aidés doivent être accompagnés par la croissance. Plus forte sera la reprise – et pour l'instant, elle est encore trop timide –, plus certaine sera l'inversion de la courbe du chômage* ».

[http://www.challenges.fr/economie/20131024.CHA6174/chomeurs-sans-activite-nouveau-record-avec-3-29-millions-d-inscrits-a-pole-emploi.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20131025](http://www.challenges.fr/economie/20131024.CHA6174/chomeurs-sans-activite-nouveau-record-avec-3-29-millions-d-inscrits-a-pole-emploi.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20131025)

- Les annexes des demandeurs d'emploi en septembre 2013 (3 pages) :

[http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Annexes\\_CP\\_-\\_septembre\\_2013.pdf](http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Annexes_CP_-_septembre_2013.pdf)

(Sources : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 24/10/2013, <http://travail-emploi.gouv.fr> du 24/10/2013)

### ● Sapin confirme le flop des contrats de génération

D'après le ministère du travail, à mi-octobre, 12 802 entreprises de moins de 50 salariés ont demandé à bénéficier de la prime de 4 000 euros par an, durant trois ans, en échange de l'embauche d'un jeune en CDI et d'un maintien d'un senior dans l'emploi. Le ministère précise que 85 % de ces demandes ont été acceptées. Concernant les entreprises de 50 à 300 salariés, il y a eu 650 demandes (sur un total de 25 000 entreprises). Quant aux entreprises de plus de 300 salariés, elles ont été à peine un millier à faire la demande (sur un total de 4 500). Ce bilan remet fortement en cause l'objectif de 25 000 contrats signés à fin 2013, chiffre lui-même déjà en baisse par rapport aux 75 000 contrats envisagés à l'origine. L'objectif des 500 000 contrats sur l'ensemble du quinquennat est également compromis.

<http://www.lefigaro.fr/emploi/2013/10/22/09005-20131022ARTFIG00278-sapin-confirme-le-flop-des-contrats-de-generation.php>

(Source : [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) du 22/10/2013, Guillaume Guichard)

### ● Le CICE remplacé par une baisse de charges en 2015 ?

Selon Les Echos, le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) pourrait être remplacé en 2015 par une baisse de charges des entreprises. **Le but ?** « *Simplifier le dispositif et articuler le CICE et les anciennes exonérations de cotisations sur les bas salaires* ». Du côté des entreprises, on est favorable à un tel changement.

[http://lexpansion.lexpress.fr/economie/le-cice-remplace-par-une-baisse-de-charges-en-2015\\_408997.html](http://lexpansion.lexpress.fr/economie/le-cice-remplace-par-une-baisse-de-charges-en-2015_408997.html)

(Source : <http://lexpansion.lexpress.fr> du 23/10/2013)

[Retour au sommaire](#)

### ● Fioraso lance un plan pour aider les étudiants à monter leur entreprise

Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur, a présenté un plan en faveur de l'entrepreneuriat étudiant. **Le but ?** Leur accorder un statut « *d'étudiant-entrepreneur* ». Ce statut leur permettrait, d'une part, de conserver leurs droits sociaux ; d'autre part d'être mieux formés et accompagnés dans leur projet, voire d'obtenir un soutien financier pour les idées les plus novatrices. **Les conditions ?** Seraient éligibles les étudiants dont le projet entrepreneurial pourrait être pris en compte pour la validation du diplôme. Seraient aussi concernés les jeunes diplômés souhaitant créer leur entreprise après leur diplôme. **Le Monde** : « *Le statut étudiant sera maintenu durant la période de création d'entreprise, par*

une inscription au sein d'un diplôme d'université (DU) "création d'entreprises innovantes et entrepreneuriat" d'une durée d'un an ». Cela permettrait aux jeunes entrepreneurs de bénéficier de « tous les droits afférents (couverture sociale, mutuelle, accès aux services de l'université, à l'incubateur) mais également d'une formation à l'entrepreneuriat et à la gestion ». **Droits d'inscription** : 254 euros (proches de ceux d'un master), avec exonération pour les boursiers.

[http://www.lemonde.fr/education/article/2013/10/22/fioraso-lance-un-plan-pour-aider-les-etudiants-a-monter-leur-entreprise\\_3500570\\_1473685.html](http://www.lemonde.fr/education/article/2013/10/22/fioraso-lance-un-plan-pour-aider-les-etudiants-a-monter-leur-entreprise_3500570_1473685.html)

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 22/10/2013, Benoît Floc'h)

#### ● L'OFCE table sur une croissance française supérieure à 1 % en 2014

L'OFCE (observatoire français des conjonctures économiques) a estimé, dans l'étude qu'il vient de publier, que la croissance pour la France devrait être de 0,2 % de son PIB (produit intérieur brut) en 2013, et de 1,3 % en 2014. **L'OFCE** : « Mais cette croissance serait trop faible pour améliorer la situation sur le marché du travail [et] le chômage augmenterait régulièrement pour s'établir à 11,4 % en France fin 2014 ». **La cause ?** L'austérité budgétaire. L'OFCE estime que cette austérité budgétaire « aura amputé de 2,4 points de PIB » l'activité cette année. Ainsi, l'observatoire croit peu à une inversion prochaine de la courbe du chômage dans l'Hexagone.

[http://lexpansion.lexpress.fr/economie/l-ofce-table-sur-une-croissance-francaise-superieure-a-1-en-2014\\_409015.html](http://lexpansion.lexpress.fr/economie/l-ofce-table-sur-une-croissance-francaise-superieure-a-1-en-2014_409015.html)

- **France : moins d'austérité, plus de croissance. Perspectives 2013-2014 pour l'économie française (58 pages) :**

<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/documents/prev/prev1013/france231013.pdf>

(Sources : <http://lexpansion.lexpress.fr> du 23/10/2013, [www.ofce.sciences-po.fr](http://www.ofce.sciences-po.fr), Département analyse et prévision, Eric Heyer, Marion Cochard, Bruno Ducoudré, Hervé Péléraux)

#### ● La Banque de France table sur une croissance de 0,4 % du PIB au 4<sup>ème</sup> trimestre

Pour la Banque de France (BdF), la France devrait connaître une croissance de 0,4 % de son PIB au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013. Cette prévision s'appuie sur l'indice synthétique que la BdF confectionne du climat des affaires en octobre, meilleur dans l'industrie (à 99 après 97 en septembre) et stable dans les services (93).

[http://www.challenges.fr/economie/20131112.CHA6829/la-banque-de-france-table-sur-une-croissance-de-0-4-du-pib-au-4t.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20131112](http://www.challenges.fr/economie/20131112.CHA6829/la-banque-de-france-table-sur-une-croissance-de-0-4-du-pib-au-4t.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20131112)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 12/11/2013)

#### ● Les maires attaquent Bercy sur les emprunts toxiques

L'association des maires de France (AMF) s'est retirée des concertations organisées par Bercy « sur l'aide aux collectivités détentrices d'emprunts sensibles ». Comprendre : « emprunts toxiques ». **L'AMF** : « Un certain nombre d'engagements n'ont pas été respectés. [...] Nous avons été consultés sur l'article 60 du PLF le jour-même de sa présentation en Conseil des ministres, alors qu'il était d'ores et déjà acté. [Quant au projet de décret d'application,] il ne nous est parvenu qu'à 22 heures, la veille de la réunion prévue par Bercy ». De nombreux points de désaccord sont apparus : critères retenus pour l'attribution du fonds, nécessité de trouver un accord avec la banque avant de solliciter l'aide de l'État, ou encore montant de prise des intérêts de l'emprunt toxique...

<http://www.acteurspublics.com/2013/10/31/les-maires-attaquent-bercy-sur-les-emprunts-toxiques>

- **La lettre de l'AMF adressée à Bercy le 30 octobre 2013 par son président M. Pélissard :**

<http://www.acteurspublics.com/static/uploads/file/2013/10/31/emprunts-toxiques-courrier-au-pm-3010.pdf>

(Source : [www.acteurspublics.com](http://www.acteurspublics.com) du 31/10/2013, Raphaël Moreaux)

[Retour au sommaire](#)

#### ● Les salaires ont très peu progressé en France en 2011 à 2 130 euros en moyenne

L'Insee a publié une étude le 31 octobre 2013, étude qui montre que les salaires ont très peu progressé dans l'Hexagone en 2011. C'est une 2<sup>ème</sup> année consécutive de ralentissement.

Hors inflation, le salaire net mensuel (en équivalent temps plein) a augmenté de 2,3 % par rapport à 2010. Mais si l'on tient compte de l'inflation, ce salaire net moyen n'a, en définitive, augmenté que de 0,2 % en euros constants. Toujours en 2011, l'écart salarial hommes-femmes s'est légèrement atténué, mais est resté significatif. Une salariée a gagné, en moyenne, 19,3 % de moins qu'un salarié (- 0,5 point qu'en 2010). **Explication ? Challenges :** « Cette diminution est liée notamment à la progression du nombre des cadres parmi les femmes salariées et au fait que leurs salaires ont moins baissé que ceux des hommes ». Le salaire médian a quasiment stagné (+ 0,1 % en euros constants), à 1 712 euros. Les 10 % des salariés les moins bien payés ont perçu un salaire mensuel net inférieur à 1 170 euros (+ 0,3 % par rapport à 2010). Les 10 % les mieux payés ont touché plus de 3 400 euros (+ 0,5 % par rapport à 2010), et les 1 % des mieux payés plus de 7 817 euros (- 0,1 % par rapport à 2010). Les temps partiels (TP), eux, représentent 15 % du volume de travail en 2011. En moyenne, le salaire horaire net des TP est plus faible que celui des temps complets, avec un écart de 15,3 %.

[http://www.challenges.fr/emploi/20131031.CHA6429/les-salaires-ont-tres-peu-progresse-en-france-en-2011-a-2-130-euros-en-moyenne.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20131031](http://www.challenges.fr/emploi/20131031.CHA6429/les-salaires-ont-tres-peu-progresse-en-france-en-2011-a-2-130-euros-en-moyenne.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20131031)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 31/10/2013)

#### ● Ayrault annonce la "suspension" de l'écotaxe

Le 29 octobre 2013, M. Ayrault, 1<sup>er</sup> ministre, a annoncé la suspension de l'écotaxe sur l'ensemble du territoire. **M. Ayrault :** « Le courage, ce n'est pas l'obstination, c'est écouter, comprendre. C'est pourquoi j'ai décidé la suspension de la mise en œuvre de l'écotaxe pour nous donner le temps nécessaire d'un dialogue au niveau national et régional ». Le 1<sup>er</sup> ministre a tenu à préciser que « suspension n'est pas suppression ». Avant d'accuser l'UMP d'avoir « la mémoire courte » : « Je rappelle que l'écotaxe avait été débattue au moment du Grenelle de l'environnement, tout le monde avait considéré que demander une contribution au transport routier [était une bonne idée]. C'est vous qui avez mis en œuvre cette réforme, vous l'avez tellement mal préparée ! ».

[http://www.lepoint.fr/economie/ayrault-j-ai-decide-la-suspension-de-la-mise-en-oeuvre-de-l-ecotaxe-29-10-2013-1749410\\_28.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Mi-journee\]-20131029](http://www.lepoint.fr/economie/ayrault-j-ai-decide-la-suspension-de-la-mise-en-oeuvre-de-l-ecotaxe-29-10-2013-1749410_28.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Mi-journee]-20131029)

(Source : [www.lepoint.fr](http://www.lepoint.fr) du 29/10/2013)

#### ● Plus de 900 000 auto-entrepreneurs en France

Fin août 2013, la France comptait un peu plus de 914 000 auto-entrepreneurs, soit quelque 90 000 de plus qu'à la fin 2012. Chiffres à moduler toutefois : seuls 53 % de ces auto-entrepreneurs sont actifs et déclarent un chiffre d'affaires. Cela représente 882 000 personnes pour un chiffre d'affaires global de 1.570 millions d'euros. **Challenges :** « Le chiffre d'affaires moyen trimestriel de ceux qui étaient économiquement actifs était ainsi de 3 368 euros ». Selon les **Urssaf**, citées par Challenges : « Au cours du deuxième trimestre 2013, 6 % des auto-entrepreneurs ont déclaré plus de 7 500 euros de chiffre d'affaires. Parmi eux, 26 700 ont dégagé un chiffre d'affaires supérieur à 10 000 euros. Et parmi ces 26 700 cotisants, les principales activités exercées sont la construction, le commerce et dans une moindre mesure, les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie ». **Challenges :** « 22,2 % des auto-entrepreneurs ont dégagé moins de 1 500 euros, soit 42 % de ceux ayant déclaré un chiffre d'affaires ».

[http://www.challenges.fr/economie/20131104.CHA6512/plus-de-900-000-auto-entrepreneurs-en-france.html#xtor=EPR-7-\[Quot18h\]-20131104](http://www.challenges.fr/economie/20131104.CHA6512/plus-de-900-000-auto-entrepreneurs-en-france.html#xtor=EPR-7-[Quot18h]-20131104)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 04/11/2013, Chloé Dussapt)

[Retour au sommaire](#)

#### ● Pôle emploi va (enfin) savoir automatiquement quand les chômeurs retrouvent un travail

A dater du 1<sup>er</sup> janvier 2014, les fichiers des Urssaf, qui répertorient toutes les embauches en France, seront connectés à Pôle Emploi, ce qui permettra à Pôle Emploi de savoir si un demandeur d'emploi a retrouvé un travail. C'est en août 2012 que Pôle Emploi a obtenu l'autorisation de la CNIL d'utiliser les données des DPAE (déclarations préalables à l'embauche).



<http://emploi.blog.lemonde.fr/2013/11/04/pole-emploi-va-enfin-savoir-automatiquement-quand-les-chomeurs-retrouvent-un-travail/>

(Source : <http://emploi.blog.lemonde.fr> du 04/11/2013, Jean-Baptiste Chastand)

#### ● France : Bruxelles ne croit pas aux 3 % de déficit public en 2015

D'après les prévisions émises par la Commission européenne le 5 novembre 2013, le déficit public de la France devrait atteindre 3,7 % en 2015, au lieu des 3 % annoncés par le gouvernement français. Pour 2014, la Commission estime le déficit à 3,8 % (contre 3,6 % pour Paris) ; pour 2013, elle l'évalue à 4,1 % (contre 3,9 % pour Paris). Enfin, pour la Commission, la courbe du chômage ne sera pas non plus inversée d'ici là. **La Tribune** : « *Mais Paris ne subira apparemment pas les remontrances de la Commission, Olli Rehn, le commissaire aux affaires économiques, a en effet promis de se concentrer sur l'ajustement structurel et non sur le chiffre nominal, qui est soumis aux effets de la conjoncture, pour juger des efforts budgétaires de la deuxième économie européenne. Sur ce point, Bruxelles et Paris sont en ligne en prévoyant la même réduction cumulée de 1,75 point du déficit structurel en 2013 et 2014* ». Enfin, Bruxelles a confirmé les prévisions de croissance de la France : + 0,2 % du PIB en 2013, + 0,9 % en 2014, + 1,7 % en 2015. Quant au chômage, les prévisions de Bruxelles vont à l'opposé de celles de Paris. Ce n'est, en effet, pas à une inversion de la courbe que s'attend la Commission européenne, mais à une hausse continue : 11 % en 2013, 11,2 % en 2014, 11,3 % en 2015.

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20131105trib000794062/france-bruxelles-ne-croit-pas-aux-3-de-deficit-public-en-2015.html>

(Source : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr) du 05/11/2013, Romain Renier)

#### ● Le déficit de l'Etat français atteint 80 milliards fin septembre

Le 8 novembre 2013, le ministère de l'Economie a annoncé que le déficit de l'Etat français était « *en amélioration de quelque 4 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2012* », à 80,8 milliards. **La cause ?** « *Une progression des recettes fiscales* ».

[http://www.challenges.fr/economie/20131108.CHA6780/le-deficit-de-l-etat-francais-atteint-80-milliards-fin-septembre.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20131111](http://www.challenges.fr/economie/20131108.CHA6780/le-deficit-de-l-etat-francais-atteint-80-milliards-fin-septembre.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20131111)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 11/11/2013)

#### ● Le Sénat rejette la réforme des retraites à l'unanimité

Le 5 novembre 2013, le Sénat a rejeté à l'unanimité le projet de réforme des retraites. Pour expliquer leur vote, les sénateurs socialistes ont expliqué, par la voix de leur président de groupe, **M. Rebsamen** : « *Le texte, tel qu'il a été modifié par la droite du Sénat, était devenu inacceptable* ». Le texte va repasser devant l'Assemblée nationale (qui a le dernier mot) le 19 ou le 20 novembre 2013.

[http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/11/05/le-senat-rejette-la-reforme-des-retraites-a-l-unaninite\\_3508697\\_823448.html#xtor=EPR-32280229-\[NL\\_Titresdujour\]-20131106-\[titres\]](http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/11/05/le-senat-rejette-la-reforme-des-retraites-a-l-unaninite_3508697_823448.html#xtor=EPR-32280229-[NL_Titresdujour]-20131106-[titres])

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 05/11/2013)

[Retour au sommaire](#)

#### ● Plus de 15 milliards d'économies par an à partir de 2015, annonce Cazeneuve

**M. Cazeneuve**, ministre du Budget, a accordé un entretien aux Echos : « *Nous devons aux Français la vérité sur les enjeux budgétaires : il faut mettre le cap sur les économies, jusqu'à la fin de la législature. [...] Nous avons déjà décidé de 15 milliards d'économies pour 2014, ce qui est sans précédent, comme l'a reconnu d'ailleurs mardi la Commission. En 2015, il faudra porter notre ambition encore plus loin, et continuer en 2016 et en 2017. [C'est un chemin exigeant] mais c'est celui qui nous sortira de la crise. Je suis prêt à l'emprunter en prenant les risques nécessaires. [...] Nous allons ouvrir, avec le projet de loi de Finances rectificative et le décret d'avance qui lui est associé, environ 3 milliards d'euros pour des budgets qui en ont besoin, comme l'emploi (plusieurs centaines de millions d'euros), le budget européen (1,1 milliard), les opérations extérieures de la Défense (600 millions), l'hébergement d'urgence (100 millions), etc. [Ces crédits seront] tous compensés à l'euro près, par autant d'annulations réparties sur l'ensemble des ministères* ». Concernant le « *retour des fraudeurs* », le ministre a expliqué que : « *4 300 dossiers de régularisation fiscale ont été déposés. Il sera toujours possible de se conformer à la loi, sans date butoir* ».

<http://www.leparisien.fr/economie/plus-de-15-milliards-d-economies-par-an-a-partir-de-2015-annonce-cazeneuve-07-11-2013-3294785.php#xtor=EREC-109----1346501@1>

(Source : [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) du 07/11/2013)

#### ● **Crédit Lyonnais : l'Etat emprunte pour solder la note**

Le **ministère du Budget** a déclaré que l'Etat allait emprunter 4,5 milliards d'euros pour solder la dette du Crédit Lyonnais : « *Il est bien prévu dans le projet de loi de finances rectificative une reprise de dette de l'EPFR (Établissement public de financement et de restructuration), un organisme créé dans les années 1990 afin d'organiser le soutien financier de l'État au plan de sauvetage du Crédit Lyonnais* ». Selon un **porte-parole du ministère**, cela paiera la dernière traite, à régler avant le 31 décembre 2014 : « *On anticipe d'un an sur l'échéance, car les conditions de financement sont favorables. [Il s'agit] d'une solution conforme à l'intérêt des finances publiques* ».

[http://www.lepoint.fr/economie/credit-lyonnais-l-etat-emprunte-pour-regler-l-addition-10-11-2013-1754065\\_28.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Mi-journee\]-20131110](http://www.lepoint.fr/economie/credit-lyonnais-l-etat-emprunte-pour-regler-l-addition-10-11-2013-1754065_28.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Mi-journee]-20131110)

(Source : [www.lepoint.fr](http://www.lepoint.fr) du 10/11/2013)

#### ● **L'agence S&P abaisse d'un cran la note de la France**

Le 8 novembre, l'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a abaissé la note de la France, qui descend d'un cran, de AA+ à AA. Cette note est dotée d'une « *perspective stable* ». **S&P** : « *La marge de manœuvre budgétaire de la France s'est réduite, alors [que nous] la considér[ions] auparavant comme élevée au regard des pays comparables. Les pouvoirs publics disposent désormais d'une marge de manœuvre réduite pour augmenter les recettes, [et donc diminuer l'endettement du pays]. Nous considérons que les mesures de politique économique mises en œuvre depuis le 23 novembre 2012 [date à laquelle S&P avait confirmé la note du pays] n'ont pas réduit de manière significative le risque que le taux de chômage reste au-dessus de 10 % jusqu'en 2016. Le niveau actuel du chômage amoindrit le soutien populaire en faveur de nouvelles réformes structurelles et sectorielles et affecte les perspectives de croissance à plus long terme* ». Pour **M. Ayrault**, S&P n'a « *pas pris en compte toutes les réformes* » effectuées dans son analyse, notamment celle sur les retraites. **M. Moscovici**, ministre de l'Économie, a renchéri en dénonçant les « *jugements critiques et inexacts* » de S&P. S&P a réagi par la voix de **Mme Fernandez de Heredia**, chef des équipes de l'agence chargées de la notation des États européens : « *[Notre] analyse [est] 100 % complète. Nous couvrons tous les points qui justifient la note de la France* ».

[http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/11/08/s-p-abaisse-d-un-cran-la-note-de-la-france-a-aa\\_3510410\\_3234.html#xtor=EPR-32280229-\[NL\\_Titresdujour\]-20131108-\[titres\]](http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/11/08/s-p-abaisse-d-un-cran-la-note-de-la-france-a-aa_3510410_3234.html#xtor=EPR-32280229-[NL_Titresdujour]-20131108-[titres])

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 08/11/2013)

### **COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE**

#### ● **Sécurité sociale : le gouvernement serre la vis**

Les députés étudient le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). **L'objectif affiché du gouvernement ?** Ramener le déficit sous la barre des 13 milliards d'euros. **Comment ?** En faisant reculer le déficit en 2014, en ralentissant la hausse des dépenses de santé, en mettant les retraités à contribution, en rabaissant le quotient familial.

[http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20131022.OBS2072/securite-sociale-le-gouvernement-serre-la-vis.html#xtor=EPR-3-\[Actu17h\]-20131022](http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20131022.OBS2072/securite-sociale-le-gouvernement-serre-la-vis.html#xtor=EPR-3-[Actu17h]-20131022)

(Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com> du 22/10/2013)

[Retour au sommaire](#)

#### ● **Le générique, toujours mal aimé en France**

Dans son mémento du Médicament, édition 2013, la **Mutualité française** constate que le générique a toujours du mal à s'implanter en France, pointant du doigt, entre autres, les hôpitaux. Pour elle, les prescriptions hospitalières sont « *un frein au développement des génériques* » : « *En 2012, les prescriptions d'origine hospitalière exécutées en ville ont représenté 5,8 milliards d'euros, soit 22,3 % des remboursements de médicaments. [...] En augmentation depuis plusieurs années, la majorité de ces prescriptions rédigées à l'hôpital concerne des médicaments sous brevet* ». La prescription des traitements en dénomination commune internationale (DCI, le nom de la molécule chimique et non celui de la spécialité

de tel ou tel laboratoire pharmaceutique), elle, est encore trop peu utilisée. **La Mutualité** : « *Malgré les obligations réglementaires et alors que l'usage de la DCI est un facteur clé de la sécurité sanitaire pour les patients, en France seulement 12,3 % des prescriptions des médecins sont ainsi libellés en DCI* ». **Le Point** : « *D'autant plus que, comme l'a récemment souligné le sénateur Yves Daudigny dans son rapport parlementaire rendu public le 17 octobre dernier, le développement de la prescription en DCI favorisera la délivrance de médicaments génériques, aussi efficaces que les médicaments de marque, et dont le coût est moins élevé pour la collectivité. La Mutualité française préconise donc le renforcement de l'enseignement universitaire de la DCI* ».

[http://www.lepoint.fr/editos-du-point/anne-jeanblanc/le-generique-toujours-mal-aime-en-france-21-10-2013-1746369\\_57.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Matinale\]-20131022](http://www.lepoint.fr/editos-du-point/anne-jeanblanc/le-generique-toujours-mal-aime-en-france-21-10-2013-1746369_57.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Matinale]-20131022)

- "Le Mémento du Médicament" édition 2013, pour tout savoir sur le marché du médicament

<http://www.mutualite.fr/L-actualite/Kiosque/Communiques-de-presse/Le-Memento-du-Medicament-edition-2013-pour-tout-savoir-sur-le-marche-du-medicament>

(Sources : [www.lepoint.fr](http://www.lepoint.fr) du 21/10/2013, Anne Jeanblanc, [www.mutualite.fr](http://www.mutualite.fr) du 21/10/2013))

### ● Tiers payant généralisé obligatoire : une enquête en ligne confirme la nette hostilité des médecins

La Fédération des médecins de France (FMF) a effectué une enquête en ligne auprès de 3 400 médecins (en grande majorité des généralistes). **L'objet ?** La généralisation du tiers payant. **Résultats ?** Une grande majorité des médecins interrogés y est hostile.

Contre : 78,7 %. Pour : 12,5 %. Le reste ne se prononce pas.

<http://www.lequotidiendumedecin.fr/actualite/exercice/tiers-payant-generalise-obligatoire-une-enquete-en-ligne-confirme-la-nette-hostil>

(Source : [www.lequotidiendumedecin.fr](http://www.lequotidiendumedecin.fr) du 21/10/2013, Cyrille Dupuis)

### ● Révélation sur le prix des médicaments français

D'après une enquête du magazine *Pièces à conviction* diffusée sur France 3, des médicaments de laboratoires français sont achetés à l'étranger, là où ils sont le moins chers, pour être revendus en France. **Exemple** : le Plavix, un anticoagulant du groupe français Sanofi-Aventis, qui, venu des Pays-Bas, transite par la Toscane où il est reconditionné avec une boîte et une notice rédigées en français. Selon le documentaire de **Mahaut Chantrel** et **Lionel de Coninck** : « *En quelques secondes, un Plavix acheté aux Pays-Bas prend l'aspect d'un Plavix français. Un Plavix bon marché, venu de l'étranger, en concurrence avec celui vendu plus cher aux pharmaciens français par Sanofi. Un comble !* ». **Un représentant de la société de distribution**, cité dans le film : « *On achète les médicaments là où ils coûtent moins cher et on les revend là où ils coûtent plus cher* ». Le documentaire « *souligne encore que les médecins français ont davantage tendance que leurs voisins européens à prescrire les dernières molécules, plus onéreuses sans être forcément plus performantes* », explique **Le Point**. Ainsi de la rosuvastatine, la seule molécule anti-cholestérol n'ayant pas d'équivalent générique et vendue sous le nom commercial de Crestor, du laboratoire AstraZeneca. Selon une déclaration de l'Assurance maladie en mai 2013, le Crestor était prescrit 3 fois sur 10 en France en 2012 (beaucoup plus qu'en Allemagne et en Grande-Bretagne). **Frédéric Van Roekeghem**, directeur général de l'Assurance maladie, « *avait alors estimé que la prescription de génériques à la place du Crestor représentait un "potentiel d'économies majeur de 500 millions d'euros par an"* ». **Michel de Lorgeril**, cardiologue et chercheur au CNRS : « *La France est le paradis de l'industrie pharmaceutique. [...] C'est là que [les industriels] sont les rois* ».

[http://www.lepoint.fr/societe/revelations-sur-le-prix-des-medicaments-francais-09-11-2013-1753864\\_23.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Mi-journee\]-20131109](http://www.lepoint.fr/societe/revelations-sur-le-prix-des-medicaments-francais-09-11-2013-1753864_23.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Mi-journee]-20131109)

(Source : [www.lepoint.fr](http://www.lepoint.fr) du 09/11/2013)

[Retour au sommaire](#)

## LA VIE DES ENTREPRISES

### ● Montebourg : PSA "restera une entreprise française"

Dans un entretien accordé au Parisien, **M. Montebourg**, ministre du redressement productif, a déclaré que, malgré l'entrée du chinois Dongfeng dans le capital de PSA Peugeot Citroën, le groupe resterait une entreprise française : « *L'objectif est que ce constructeur qui emploie 100 000 personnes en France se relance et embauche à nouveau* ».

[http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/10/22/montebourg-psa-restera-une-entreprise-francaise\\_3500624\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/10/22/montebourg-psa-restera-une-entreprise-francaise_3500624_3234.html)

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 22/10/2013)

### ● En déficit depuis 6 ans, l'épicerie de luxe Hédiard dépose le bilan

Le 21 octobre 2013, l'épicerie Hédiard s'est déclarée en cessation de paiement auprès du tribunal de commerce de Paris.

<http://www.challenges.fr/entreprise/20131021.CHA5882/l-epicerie-de-luxe-hediard-depose-le-bilan.html>

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 21/10/2013)

### ● Vente des magazines Lagardère : déjà 20 propositions

**Denis Olivennes**, président du directoire de Lagardère Active, le 28 octobre 2013, au Figaro : « *Aujourd'hui, nous avons reçu une vingtaine de manifestations d'intérêt sérieuses dont une petite dizaine pour l'ensemble des titres, émanant plutôt d'entrepreneurs ayant fait fortune. [Et] une autre dizaine pour des offres par magazine. Nous privilégierons deux éléments dans notre choix d'acquéreurs : le prix de cession et la reprise du maximum d'emplois. Nous devrions entrer dans des discussions finales avec des acquéreurs d'ici à la fin de l'année* ». **Les magazines concernés ?** Auto Moto, Be, Campagne et Décoration, Le Journal de la Maison, Maison & Travaux, Mon Jardin Ma maison, ainsi que Psychologies Magazine et Union et leurs développements numériques. Il est également prévu de céder les éditions papier de Première (cinéma) et Pariscope. **Nombre d'emplois concernés ?** 240. M. Olivennes a précisé que 119 postes seraient supprimés parmi les 1 200 emplois qui resteront dans le périmètre du groupe.

[http://www.challenges.fr/media/20131028.CHA6220/vente-des-magazines-lagardere-deja-20-propositions.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20131028](http://www.challenges.fr/media/20131028.CHA6220/vente-des-magazines-lagardere-deja-20-propositions.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20131028)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 28/10/2013)

### ● La Banque de France va recruter 200 personnes

En 2014, la Banque de France (BdF) va recruter, sur concours, 200 personnes, majoritairement en région parisienne. **Les conditions ?** « *Les candidats visés sont les jeunes diplômés de l'Union européenne, titulaires d'un Bac +2, avec ou sans expérience professionnelle* ». **Les postes à pourvoir ?** Assistant en contrôle prudentiel, gestionnaire d'informations économiques et financières, assistant budgétaire et comptable, gestionnaire de dossiers de surendettement, assistant économiste ou statisticien, assistant en maîtrise d'ouvrage. « *Un concours spécial est ouvert aux personnes en situation de handicap* », indique **Challenges**.

[http://www.challenges.fr/entreprise/20131104.CHA6508/la-banque-de-france-va-recruter-200-personnes.html#xtor=EPR-7-\[Quot18h\]-20131104](http://www.challenges.fr/entreprise/20131104.CHA6508/la-banque-de-france-va-recruter-200-personnes.html#xtor=EPR-7-[Quot18h]-20131104)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 04/11/2013)

[Retour au sommaire](#)

### ● Le Crédit Immobilier de France met la clé sous la porte

Le 6 novembre 2013, les actionnaires du Crédit Immobilier de France, établissement bancaire spécialisé dans les crédits immobiliers, ont voté à l'unanimité la fermeture de l'entreprise. 2 400 salariés sont touchés. 700 d'entre eux vont continuer, durant quelques années, à gérer les crédits en cours. 300 autres salariés devraient être repris par la Banque Postale. C'est donc plus d'un millier de salariés qui, à l'heure actuelle, « *restent sur le carreau* ».

[http://www.challenges.fr/finance-et-marche/20131106.CHA6568/le-credit-immobilier-de-france-met-la-cle-sous-la-porte.html#xtor=EPR-7-\[Quot18h\]-20131106](http://www.challenges.fr/finance-et-marche/20131106.CHA6568/le-credit-immobilier-de-france-met-la-cle-sous-la-porte.html#xtor=EPR-7-[Quot18h]-20131106)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 06/11/2013, Delphine Dechaux)



## LA VIE DES DEPARTEMENTS

### ● **Essonne : Alcatel-Lucent supprimera plus de 500 postes dans l'Essonne**

D'après des chiffres dévoilés par la CFDT le 31 octobre 2013, Alcatel-Lucent veut supprimer 881 postes en France en 2014, dont 509 sur le site de Nozay, dans l'Essonne. 37 postes devraient également disparaître au siège à Paris. D'après la direction, aux 900 suppressions de postes, devraient s'ajouter 900 redéploiements internes et externes (cessions de sites, mobilités internes, etc.). **Pascal Guihéneuf**, délégué syndical central CFDT : « *C'est pire que ce à quoi on s'attendait. A l'heure actuelle, ce ne sont pas 1 800 mais 2 052 emplois qui sont menacés* ». **Stéphane Dubled**, délégué syndical central CGT : « *C'est très fort en termes de suppressions ou de transformations de postes* ». Rappelons qu'Alcatel-Lucent emploie 72 000 salariés dans le monde, dont plus de 8 000 en France.

[http://www.lemonde.fr/emploi/article/2013/11/01/alcatel-lucent-supprimera-plus-de-500-postes-dans-l-essonne\\_3506712\\_1698637.html#xtor=EPR-32280229-\[NL\\_Titresdujour\]-20131101-\[titres\]](http://www.lemonde.fr/emploi/article/2013/11/01/alcatel-lucent-supprimera-plus-de-500-postes-dans-l-essonne_3506712_1698637.html#xtor=EPR-32280229-[NL_Titresdujour]-20131101-[titres])

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 01/11/2013)

## OPINIONS/VIE POLITIQUE

### ● **Marion Cochard, économiste. Chômage des jeunes : "Un risque de génération perdue"**

**Marion Cochard**, économiste, a accordé un entretien au Nouvel Observateur, le 12 novembre 2013. **Sujet : le chômage des jeunes** : « *Les jeunes sont toujours les premières victimes des crises économiques. Avec la récession, un certain nombre de personnes perdent leur emploi, et tant que l'activité ne repart pas, la file d'attente s'allonge. Or, les jeunes n'ont, par défaut, pas d'emploi. Et ils sont au bout de cette file d'attente, car les entreprises préfèrent embaucher des personnes qualifiées, qui ont déjà eu un emploi, surtout en période de crise. [...] Au Royaume-Uni ou en Allemagne, le marché du travail est plus flexible, c'est-à-dire que la législation est moins protectrice. Ainsi, il y a plus de rotation. [...] En France, la file d'attente est plus longue. D'autre part, la France a une démographie plus vigoureuse, notamment par rapport à l'Allemagne. Résultat, il y a entre 150 000 et 200 000 personnes qui entrent sur le marché du travail chaque année. Pour réduire le chômage, il faut donc créer plus de 200 000 emplois en France, ce qui suppose une croissance de plus de 1,5 %, alors qu'en Allemagne, moins de 1 % de croissance suffit. [...] Le problème, c'est qu'avec une crise de cette ampleur, on risque de détruire définitivement une partie du tissu productif. Les entreprises font faillite. On détruit donc du capital, et on met des personnes au chômage pendant trop longtemps. Cela complique le retour sur le marché du travail. [...] Les études indiquent qu'au cours des précédentes crises, les jeunes ont fini par s'insérer sur le marché du travail, même s'ils ont perdu du temps. Mais cette fois la crise dure beaucoup plus longtemps. Les jeunes risquent d'avoir perdu les acquis de leurs études. Il y a un risque de génération perdue. [...] Il faut d'abord changer la politique macro-économique en ralentissant le rythme de réduction des déficits publics. Et en attendant que la croissance reparte, il faut mener une politique de l'emploi visant à augmenter l'employabilité des jeunes, pour qu'ils trouvent du travail quand la croissance repartira. Les emplois aidés dans les secteurs marchands ne fonctionnent pas bien en période de crise, en visant les 16-25 ans, on risque de pénaliser les 25-30 ans. Mais ils sont efficaces dans le secteur non-marchand (associations, administration). Cela reste toutefois un mécanisme d'amortissement. On peut également former les jeunes, afin qu'ils soient employables au moment de la reprise* ».

- **L'intégralité de l'entretien de Marion Cochard, par Donald Hebert :**

[http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20131112.OBS5002/chomage-des-jeunes-un-risque-de-generation-perdue.html?cm\\_mmc=EMV-\\_-NO-\\_-20131112\\_NLNOACTU17H-\\_-un-risque-de-generation-perdue#xtor=EPR-3-\[Actu17h\]-20131112](http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20131112.OBS5002/chomage-des-jeunes-un-risque-de-generation-perdue.html?cm_mmc=EMV-_-NO-_-20131112_NLNOACTU17H-_-un-risque-de-generation-perdue#xtor=EPR-3-[Actu17h]-20131112)

(Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com> du 12/11/2013, Donald Hebert)

[Retour au sommaire](#)

## TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES/RAPPORTS DIVERS

### ● **4,6 milliards d'euros de fraudes détectées en 2012**

- **Présentation d'Acteurs Publics** : « *L'année 2012 a marqué une progression très importante des niveaux de fraude détectée. Selon le rapport de la délégation nationale à la*

lutte contre la fraude, tous organismes et services confondus, les montants de fraude détectée au cours de l'année 2012 sont en augmentation de près de 20 %, s'élevant à 4,629 milliards d'euros contre 3,864 milliards en 2011 ».

<http://www.acteurspublics.com/2013/10/31/4-6-milliards-d-euros-de-fraudes-detectees-en-2012>

- Le rapport de la Délégation nationale à la lutte contre la fraude, bilan 2012 (76 pages) :

[http://www.economie.gouv.fr/files/2013101025\\_bilan\\_2012\\_dnlf-.pdf](http://www.economie.gouv.fr/files/2013101025_bilan_2012_dnlf-.pdf)

(Sources : [www.acteurspublics.com](http://www.acteurspublics.com) du 31/10/2013, [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr))

● **Rapport Pêcheur : Toutes les préconisations du rapport sur la fonction publique**

- **Présentation d'Acteurs Publics** : « Les propositions du rapport de Bernard Pêcheur suggèrent notamment de "donner du sens à l'action publique", d'assurer "la confiance des citoyens dans les agents publics", d'améliorer la gouvernance de la fonction publique... Le détail.

- "Fixer le cap, donner du sens à l'action publique"

- "Assurer la confiance des citoyens dans les agents publics"

- "Améliorer la gouvernance de la fonction publique"

- "Poursuivre la rénovation du cadre commun de gestion des trois versants de la fonction publique"

- "Développer les responsabilités et mieux gérer les ressources humaines dans la fonction publique de l'État"

- "Définir un cadre salarial motivant et assurer des parcours professionnels de qualité" »

<http://www.acteurspublics.com/2013/11/04/resume-des-propositions>

- Le rapport Bernard Pêcheur sur la fonction publique dans son intégralité (241 pages) :

<http://www.acteurspublics.com/static/uploads/file/2013/11/04/rapport-bernard-pecheur-sur-la-fonction-publique.pdf>

(Source : [www.acteurspublics.com](http://www.acteurspublics.com) du 04/11/2013)

[Retour au sommaire](#)

**Le.Crible, la lettre d'information hebdomadaire de l'Urssaf Ile-de-**

**France. En ligne tous les mercredis**

Directeur de publication : le directeur Philippe Renard

Rédacteur en chef : Eric Tessier

Contact : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

Si vous ne désirez plus recevoir cette newsletter, merci d'envoyer un mail à l'adresse suivante : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

A l'inverse, si vous n'êtes pas abonné et désirez l'être, merci d'envoyer un mail à la même adresse : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)